



SCIENCES PO

Institut d'Etudes Politiques de Paris

LA VIE POLITIQUE SOUS LA CINQUIEME RÉPUBLIQUE

Conférence de Méthode de Monsieur François Miquet-Marty

Plan Rédigé de *Hidayah AMIN*

Séance 11: 8 janvier 2001

LES FRANÇAIS S'INTERESSENT-ILS DE MOINS EN MOINS À LA POLITIQUE ?

Introduction

Le référendum de septembre dernier, ou les grands vainqueurs de fait furent les abstentionnistes, qui suivait ceux sur le traité de Maastricht et sur la Nouvelle-Calédonie, où la participation avait déjà été marquée par une forte abstention, sembla aller dans le sens d'une désaffection croissante des Français à l'égard de la politique, plus concernés qu'ils sont par les questions économiques, ou leur place dans une société de plus en plus difficile à analyser dans le cadre des repères traditionnels. De plus, les affaires et les condamnations pénales qui frappent des chefs de partis, sans que l'on puisse dire qu'une formation y échappe véritablement vont dans le sens d'un dégoût des Français de la politique, si l'on compare leur attitude à celle ne serait-ce que de leurs pères, profondément marqués par le mouvement de mai 1968 et son mythe, qui entraîna chez eux, au moins pour un temps, une extrême politisation, amenant en fait à porter sur toute une analyse en termes politiques. Toutefois, si le consensus a indéniablement progressé parmi les Français, parler d'une démocratie par dépolitisée serait exagéré. En effet, il faut, à côté des formes évolutives de la politique, considérer l'attitude des Français à l'égard de la vie et de la classe politique, leur participation aux nouveaux débats du temps, et l'éventuelle renaissance de formes plus informelles de vie politique, au niveau des réalités recouvertes par les termes qui connaissent un spectaculaire renouveau de « *citoyen* » et de « *république* », ce qui amène à modéliser le jugement porté d'abord.

Première partie : La participation des français à la politique

La participation à la vie politique est l'intervention des citoyens dans le domaine spécialisé des affaires publiques.¹ La participation des français à la politique au travers des sondages et des votes lors des référendums et des élections présente depuis plusieurs années un fort taux d'abstention. On entend régulièrement évoquer une « dépolitisation » du peuple. Les Français dissimulent de moins en moins leur désintérêt pour la politique. Selon Alain Lancelot, l'intérêt des Français pour la vie politique est généralement médiocre, et leur niveau d'information dans ce domaine, comme la qualité de celle-ci s'en ressentent. Environ 41% indiquaient qu'ils ne s'intéressaient pas du tout à la politique² en 1969. A présent le pourcentage est plus grand. 20% des Français ont voté lors du référendum de septembre 2000. Avant on discute la notion de l'intérêt des Français pour la politique à la croisée des chemins, on distinguera trois types de participation à la vie politique

1. La participation institutionnelle

C'est d'abord la participation électorale, mais aussi la participation directe au fonctionnement des pouvoirs publics.

i. Participation aux élections

Les Français participent au scrutin et la sont impliqués durant les campagnes électorales, la participation au scrutin ne signifiant pas nécessairement l'expression d'un suffrage pour un candidat. Dans ce système démocratique, depuis 1848, les citoyens exercent leur droit de vote au suffrage universel (depuis 1944 pour les femmes). La baisse de la participation électorale depuis plusieurs années montre que l'abstentionnisme se répand parmi les citoyens. Le référendum de novembre 1988, sur un enjeu lointain (la Nouvelle-Calédonie) en est une bonne illustration.³ Les deux élections nationales de cette année (présidentielle et législatives), l'accord scellé auparavant entre les protagonistes en Nouvelle-Calédonie, sous l'égide du gouvernement, le choix de l'abstention par le RPR sont autant d'éléments à prendre en compte pour comprendre les 63% d'abstention observés à cette occasion, les Français ne comprenant pas réellement ce que signifiait pour eux cette consultation, qui apparut essentiellement politicienne, sinon inutile.

¹ Alain Lancelot, *La participation des Français à la politique*, Presses Universitaires de France, 1971, p.6

² Sondages, 1969, no 1-2

³ Dominique Chagnollaud, *La Vie politique en France*, Seuil, Point Essai, 1993, p. 436

2. *La participation organisée*

i. *Les partis politiques*

Les partis sont le vecteur privilégié de la participation politique. Aucune démocratie ne saurait s'implanter aujourd'hui, ou survivre sans l'existence de tels organes de mobilisation et de canalisation de l'opinion. Or, passée la grande époque des votes d'appartenance et des structures de partis profondément implantées dans la société⁴, il faut bien reconnaître qu'ils attirent aujourd'hui peu de citoyens, qui en sont coupés, leur trouvant une image trop technocrate, un caractère d'élite sans rapport profond avec eux, un aspect de classe. Par exemple, le Parti Communiste (PCF) a déclaré éprouver aujourd'hui des difficultés dans leurs actions sur les jeunes, malgré des efforts, dont la dernière fête techno qu'il a organisé n'est qu'un exemple⁵.

ii. *Ligues, Groupuscules et mouvements subversifs*

Ces organisations (ETA, ARB, FLNC et divers groupuscules terroristes corses) ont à des degrés divers, la responsabilité d'actes illégaux qui vont de l'inscription de slogans sur les murs des édifices publics au « plasticage » de la permanence d'un parti ou l'attaque d'un centre social et qui pratiquent une politique de la peur, semblant, au moins dans certaines de ses formes, vouloir mener à la préparation et au déclenchement d'une action en vue de renverser, par la menace ou la force, les autorités établies, ou à le faire croire, ce qui est l'autre volet de l'action terroriste⁶. Cette violence, revendicatrice, identitaire, mais qui n'est pas une violence de désespérés (comme peut l'être le terrorisme palestinien, par exemple), se veut spectaculaire, mais point trop meurtrière, ce qui aurait pour effet de déclencher une vague de répression sans précédent : il s'agit plutôt de faire régner l'insécurité, de pourrir une situation, en vue de forcer l'Etat à négocier, sans compter que dans cette situation, des profits substantiels et illégaux peuvent se faire. On est ici confronté à la question de ces groupes bruyants et illégaux, dont on ne connaît pas réellement la représentativité réelle, qui se réclament d'une action politique difficile à accepter, à intégrer, sinon à comprendre, mais qui font, à tout le moins problème politique, et contribuent, par leur action, à décrédibiliser la politique et ses acteurs, que ce soit eux ou leurs interlocuteurs.

⁴ Que l'on pense par exemple aux structures des partis de gauche, ou à cette image pregnante encore des banlieues rouges autour de Paris

⁵ Mais encore a-t-on l'impression, comme ici, que les partis suivent plus la société qu'ils ne l'encadrent, s'adaptant tant bien que mal à des forms qu'ils ne comprennent pas.

⁶ Faute d'influence sur une grande part de la société, le moyen choisi de la violence permet de se faire entendre.

iii. *Organisations représentatives et sociétés de pensée*

Ces groupements, souvent anciens (du premier vingtième siècle souvent) contribuent à la formation de l'opinion publique et associent les citoyens aux débats politiques, et par leurs chefs, éventuellement à la décision. Au travers des Eglises, des organisations de jeunesse (confessionnelles ou non), des associations féminines, des syndicats ouvriers et des groupes idéologiques comme la Ligue des droits de l'Homme, se fait un appel à la conscience et à la réflexion politique des citoyens. Que l'on pense par exemple, pays tout de même de tradition de combat politique, à l'importance de la presse d'opinion dans les références : des opinions politiques, un milieu social parfois peuvent se déterminer à la simple lecture d'un journal. Le Monde, grand journal de référence « sérieux », qui règne dans les cercles les plus éduqués de la population n'en est qu'un exemple. Dans le cas de la presse, nous avons affaire à des débats d'opinion. D'autres de ces groupements, associations, Eglises, Ligues, jouent plus pour leur part un rôle de conscience de la vie politique française : ils sont des références auxquelles on se réfère, parce que considérés comme crédibles et fiables, que cela vienne de la classe politique, ou des citoyens, certains de ces groupes ayant acquis un statut de véritable institution, de fait et d'interlocuteur ou de médiateur privilégié. Mais ils gardent néanmoins un caractère souvent lié aux élites, par leur nature même. Cette participation, plus informelle, à la vie politique du pays, montre là un intérêt des Français pour la politique, plus que pour la vie politique elle-même, et est en train de connaître un renouveau au travers d'une nouvelle génération associative, et de l'impact des nouvelles technologies dans ce domaine.

3. *La participation autonome*

Elle se manifeste essentiellement par la recherche d'information et l'expression d'opinions politiques.

i. *Recherche de l'information*

L'absence d'intérêt pour la vie politique se manifeste par le peu d'empressement du citoyen quand il s'agit de s'informer. Les rapports de la presse et de la politique qu'une étude d'ensemble leur soit consacrée. La plupart des journaux attachés un parti connaissent des déboires. Par exemple, « *L'Express* » avait la vue radicale et le « *Libération* » progressiste. Aujourd'hui, la presse française et spécialement la presse parisienne n'a plus de couleur

politique. Mais beaucoup de journaux, même s'ils ont en fait une ligne assez définie, répugnent à s'engager dans des luttes partisans et des controverses doctrinales.

ii. *Expression d'une opinion*

Le citoyen participe à la vie politique lorsqu'il fait connaître publiquement son avis, engage une discussion, signe une pétition, essaie de convaincre et contribue à une manifestation. Il peut aussi adresser à son représentant au Parlement.

Deuxième partie : L'intérêt des Français pour la politique à la croisée des chemins

1. On constate certes un déclin des formes traditionnelles de participation

La vie politique française, en comparaison de ce qu'elle fut, est certainement marquée par une certaine atonie, un manque de couleur certaine. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer la saveur des débats à la Chambre de la Troisième République⁷ à l'ennui profond qui se peint sur le visage des députés eux-mêmes lors des retransmissions télévisées des débats à l'Assemblée Nationale. Le vote d'appartenance et le militantisme politique ont en effet largement chutés, et ce n'est guère plus que dans les milieux étudiants, ou dans les partis extrémistes que l'on affiche avec fierté son militantisme et son appartenance à un parti. En poussant les choses à bout, on dirait que la notion de conviction a fait place à celle de carrière politique. De la même manière, les partis ont perdu de leur spécificité, avec la chute des systèmes d'Europe de l'Est, et le refus largement répandu de mettre en place un système ultra-libéral : si les partis demeurent nombreux, il devient difficile de distinguer leurs convictions et leurs options politiques dans leur action à la tête de l'Etat, qui est le plus souvent une politique de gestion, et ce ne sont que par de légères démarques que la droite et la gauche se différencient, ce qui contribue à une perte de lisibilité de la vie politique en France, et les débats étant souvent techniques, avec des enjeux tout de même limités sur la vie de la nation en tant que telle, à une perte d'intérêt des Français, qui soient ont une certaine confiance, tout en manifestant leur mécontentement, dans l'évolution des choses, soient haussent les épaules en tournant le dos, ayant perdu toute confiance dans leurs représentants politiques. De cela s'ensuivent des participations aux votes moins importantes que l'on ne puisse l'espérer, et souvent des élections assez serrées, sauf en cas de volonté profonde de changement, qui font changer paisiblement la

majorité de côté, comme on a pu le voir aux législatives de 1997, donnant la majorité relative au PS et à ses alliés. Pour les Français, hors d'une certaine rhétorique marquée aux extrêmes, il n'est plus question de révolution, mais de questions sociales. C'est contre ce consensus, qui semblait amorphe, entre acceptation passive et mécontentement latent contre une politique trop technique en période de crise que l'extrême droite a pu un temps bâtir son succès, se présentant comme une véritable alternative politique, capable de résoudre les questions, en renouant avec cet aspect tribunitien de la politique française qui semblait avoir disparu. Dans cet ordre d'idée d'une baisse de l'intérêt des Français pour la vie politique, on remarque aussi, un temps, la chute de la presse d'opinion, en comparaison de ce qu'elle fut du temps des grands débats nationaux, comme lors de la guerre d'Algérie, par exemple. Les journaux dits politiques n'ont plus cette rhétorique qui les rendait immédiatement identifiables, sans même voir leur titre, pour devenir plutôt des représentants, des images de groupes sociaux, Libération, par exemple, ayant une image jeune et plutôt contestataire modérée, mais aussi assez à l'abri du besoin socialement. Il est assez révélateur que pendant ce temps, les médias « politiques » qui aient eu la faveur des Français soient les organes satiriques : les Guignols de l'info, et l'insupportable Canard Enchaîné.

2. *Nouvelles formes de participation*

Toutefois, s'arrêter à un tel constat serait tomber dans le faux : on assiste en effet, depuis quelques années à un renouveau inattendu de l'intérêt des Français pour la vie politique, non que le consensus se soit brisé, mais qu'il ait évolué, par le biais de nouvelles formes de participation, et d'un renouveau des questions politiques telles que les Français les comprennent. L'aspect le plus visible en est l'importance du mouvement associatif sur les questions sociales et politiques qui agitent le pays, les questions sociales étant de plus politisées. Ce mouvement vient peut-être, en dernière analyse, de l'effacement, et du sentiment d'urgence de réaction ressenti en France, lorsque l'extrême droite s'est emparée d'un certain nombre de mairies importantes dans le sud de la France (Toulon, Orange, Marignane). De ce mouvement, né d'associations telles que « Alerte Orange » sont affirmés un renouveau de l'intérêt des Français pour la politique, refusant un tel état de choses. Cette mobilisation associative s'est depuis retrouvée notamment lors des affaires des sans papiers et du mal bouffe, au travers des soutiens apportés aux défenseurs des immigrés en situation irrégulière ou aux thuriféraires de la culture culinaire française, contre la mondialisation et les logiques de profit,

⁷ Quand l'on pouvait entendre Clémenceau dire: "*on reconnaît un discours de M. Jaurès à ce que tous les verbes sont au*

dans cette analyse. Sur un plan plus proprement politique, on remarque l'importance prise par la Corse dans le débat entre les Français, qui n'ont pas laissé indifférent dans l'hexagone, depuis l'assassinat du préfet Erignac et l'affaire des paillotes (un restaurant qui est bâti sur la plage), une certaine conception de la nation française étant vue comme mise en danger, ce qui a alimenté un débat dans la société, à l'intérieur même des partis, une réelle question⁸. De même, ce n'est pas seulement en termes de désintérêt que peut s'analyser la faible participation au référendum de septembre dernier, les Français ayant par leur abstention aussi manifesté leur désir de politique, mais pas de celle qui était alors proposée, et leur refus de ce qui apparaissait comme des jeux politiques, non comme de la politique. On pensera en outre à la fortune dans le discours politique des termes « *République* », « *citoyens* », et de leurs dérivés, employés tant par les politiques que par ceux qui se présentent comme des représentants des citoyens, et la profonde adhésion, sous l'œil parfois moqueur des classes les plus éduquées, que l'on observe dans la nation autour de ces termes, comme si le pays approuvait cette recherche et réaffirmation des valeurs sur lesquelles la vie politique française s'est fondée et représentée, dont, par exemple, la création de l'hebdomadaire au nom révélateur « *Marianne* » peut être un signe, ainsi que la réaffirmation des positions de la presse, dans une politique qui recherche une plus grande proximité des Français, parfois, grâce aux nouvelles technologies, au niveau même personnel.

Conclusion

« *La France veut être gouvernée au centre* »

Valéry Giscard d'Estaing.

La participation politique dans un pays développé, renouveau de l'individualisme, enjeu des nouvelles technologies - un politique recherche et citoyens en recherche. En conclusion, nous pouvons dire que la France est assez représentative dans sa participation politique d'un pays développé, héritier de grandes traditions de combat politique : les grands débats sur la nation, la définition du régime, la révolution éventuelle appartiennent, semblent-ils, au passé, remplacé par une politique gestionnaire, au jour le jour, moins susceptible de soulever les enthousiasme : que l'on compare par exemple l'enjeu de la politisation des étudiants aujourd'hui en France et en Indonésie. Dans un tel système, le fait d'avoir une vie politique apaisée ne signifié pas désintérêt profond pour la chose politique, mais qu'elle est prise sous de nouvelles formes, au travers notamment de l'entrée en

futur”...

⁸ Le débat entre Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement

politique des nouvelles technologies de l'information : si curieux que cela puisse paraître, cette importance se manifeste dans la création toute récente d'une chaîne de télévision consacrée au Sénat, pourtant réputé ne pas susciter l'enthousiasme des foules. Cependant, il doit y avoir un public, sans quoi la chaîne n'aurait pas été créée. Il semble si peu français de désespérer de la politique...

BIBLIOGRAPHIE :

Alain Lancelot, *La participation des Français à la politique*, Presses Universitaires de France, 1971

Dominique Chagnollaude, *La Vie politique en France*, Seuil, Point Essai, 1993

Gérard Grunberg « *Les effets des sondages sur le fonctionnement des démocraties représentatives* » in Bertrand Badie et Pascal Perrineau dir. *Le Citoyen*, Presses de Sciences Po, 2000

Pierre Bourdieu, « *l'opinion publique n'existe pas* » *Questions de sociologie*, Minuit, 1984